

Arrêté n° 2025-DDTM85- n° 236

portant abrogation de l'arrêté n° 2025-DDTM85-215 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine des coquillages ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles en provenance de toutes les zones de production de l'Île d'Yeu

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le règlement (CE) n° 178/2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;

Vu le règlement (CE) n° 852/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;

Vu le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu le règlement n° 1069/2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 du parlement européen et du conseil du 3 octobre 2002 ;

Vu le règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2019/627 de la Commission du 15 mars 2019 établissant des modalités uniformes pour la réalisation des contrôles officiels en ce qui concerne les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine conformément au règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement (CE) n° 2074/2005 de la Commission en ce qui concerne les contrôles officiels ;

Vu le Code pénal ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code de la consommation ;

Vu le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 06 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;

Vu l'arrêté interministériel du 06 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

Vu l'arrêté du préfet de région Pays de la Loire n° 25/2017 du 2 juin 2017, réglementant l'exercice de la pêche des coquillages, échinodermes et vers marins sur le littoral de la région Pays de Loire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024/736 — DDTM/DML/SML/URH portant classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants sur le littoral de Vendée ;

Vu le décret du président de la république en date du 3 novembre 2021 portant nomination de Gérard Gavory en qualité de préfet de la Vendée ;

Vu l'arrêté n°2023-DCL-BCI-1167 du 14 septembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Didier GÉRARD directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée ;

Vu la décision n°25-DDTM85-3 du 30 janvier 2025 de M. Didier GÉRARD donnant subdélégation générale de signature aux agents de la direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée ;

Vu l'arrêté n° 2025-DDTM85-204 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine des coquillages ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles en provenance de toutes les zones de production des secteurs de la Baie de Bourgneuf, de Noirmoutier et de l'Île d'Yeu ;

Vu l'avis du Directeur départemental de la protection des populations de la Vendée du 16 avril 2025;

Vu l'avis du Directeur de l'ARS des Pays de la Loire du 16 avril 2025;

Considérant que le résultat de l'analyse effectuée par le LEAV sur des spisules prélevées le 7 avril 2025 au point 072-S-026 Yeu Sablaire, démontrant la présence de phycotoxines de type ASP (acide domoïque et ses dérivés) à un taux de 3,5 mg AD / kg de chair de coquillage, inférieur au seuil sanitaire réglementaire de 20 mg AD /kg de chair de coquillage ;

Considérant que le résultat de l'analyse effectuée par le LEAV sur des spisules prélevées le 14 avril 2025 au point 072-S-026 Yeu Sablaire, démontrant la présence de phycotoxines de type ASP (acide domoïque et ses dérivés) à un taux de 0,4 mg AD / kg de chair de coquillage, inférieur au seuil sanitaire réglementaire de 20 mg AD /kg de chair de coquillage ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer :

ARRÊTE

Article 1^{er} : Abrogation de l'arrêté n° 2025-DDTM85-215

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2025-DDTM85-215 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine des coquillages ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles en provenance de toutes les zones de production le secteur de l'Île d'Yeu.

Article 2 : Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication.

Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être contesté selon les voies de recours suivantes :

Un recours gracieux motivé peut être adressé auprès de la Direction départementale des Territoires et de la Mer dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Un recours hiérarchique peut être introduit dans le même délai auprès du ministre de l'Intérieur.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de ces recours, ceux-ci doivent être considérés comme implicitement rejetés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes pendant un délai de deux mois suivant sa publication ou suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique, soit par courrier postal, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Ces recours ne suspendent pas l'application du présent arrêté.

Article 4 : Publication et exécution

La Secrétaire générale de la Préfecture de Vendée, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer de Vendée, le directeur de l'agence régionale de santé et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la publication et de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vendée.

Fait aux Sables d'Olonne, le 16 avril 2025

Pour le Préfet, par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,
par subdélégation,

François-Régis BERTAUD du CHAZAUD

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long upward stroke, positioned below the name of the official.

Copies :

MAA — DGAMPA et DGAL (BPMED et MUS)

Préfecture de la Vendée + Cabinet

Préfecture de la Charente-Maritime

Préfecture de la Loire Atlantique

Sous-préfecture des Sables d'Olonne

Sous-préfecture de Fontenay Le Comte

DDTM 85

ARS 85

DDPP 85

DDTM 17

ARS 17

DDPP 17

DDTM 44

ARS 44

DDPP 44

DIRM NAMO

IFREMER La Tremblade et Nantes

CRC Pays de La Loire

CRC Poitou-Charentes

Mairies concernées.

Gendarmerie Maritime Les Sables.

Groupement de Gendarmerie de la Vendée

CRPM Pays de Loire

CLPM (s) 85

Criées 85

zones-conchylicoles@oieau.fr